

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.5/L.740/Rev.1
14 novembre 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-septième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 62 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 1963

Titre V (chapitres 13 à 17)

Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution révisé

L'Assemblée générale,

Reconnaissant qu'il est important de prévoir des crédits suffisants pour l'assistance technique aux pays en voie de développement,

Rappelant la résolution 1527 (XV) dans laquelle l'Assemblée générale a prévu un crédit de cinq millions de dollars pour la période de deux ans 1961-1962 afin de répondre au besoin pressant de fournir une assistance d'urgence aux Etats nouvellement admis,

Se rendant compte que les crédits qui peuvent être ouverts au budget ordinaire pour les programmes techniques permettent au mieux de satisfaire en partie seulement ces besoins qui revêtent tant d'importance pour le développement, la croissance et l'édification d'un pays,

Considérant que les crédits ouverts au budget ordinaire pour les programmes techniques devraient être gérés conformément aux règles et pratiques financières normalement applicables au budget ordinaire,

Estimant qu'il faut trouver d'urgence une solution au problème permanent que pose la nécessité de répondre à ces besoins prioritaires d'assistance technique dans le cadre de politiques financières saines,

1. Décide d'ouvrir un crédit de 6 400 000 dollars aux chapitres 13 à 17 du titre V (Programmes techniques) du budget ordinaire de 1963;

2. Invite le Comité de l'assistance technique à préparer, quand il se réunira en novembre 1962, une étude des rapports existant entre les divers programmes d'assistance technique des Nations Unies relevant de sa compétence et les programmes financés sur le budget ordinaire en vue d'établir entre eux un lien plus rationnel et afin d'éviter que certaines activités ne fassent double emploi au cours des exercices à venir;

3. Prie le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'examiner sans retard cette étude et de faire connaître d'urgence au Secrétaire général et à l'Assemblée générale ses conclusions et recommandations, afin d'aider le Secrétaire général et l'Assemblée générale à obtenir un rapport plus rationnel entre les programmes d'assistance technique financés sur le budget ordinaire et ceux qui doivent être financés par d'autres sources, et pour qu'il soit possible d'établir le montant des crédits à ouvrir au titre V du budget.
